RÉSUMÉ

Le but du présent mémoire est d'étudier le cadre normatif dans lequel s'effectuent la mise en place et la mise en opération du transport en commun à Montréal, de 1860 à 1880. C'est une compagnie privée, la Compagnie de chemin de fer à passagers de la cité de Montréal, qui dispense le service après avoir obtenu ce privilège de la Corporation municipale.

Dans un premier temps, nous analysons, d'une part, l'historiographie relative aux infrastructures et aux services publics et, d'autre part, celle qui concerne les débuts du transport en commun à Montréal. Par la suite, nous faisons l'étude de la loi incorporant Montréal et de la loi générale des municipalités. Nous pouvons ainsi connaître la nature juridique de la Corporation municipale de Montréal et la situer à l'intérieur du phénomène d'incorporation municipale du 19e siècle. La loi incorporant la compagnie est ensuite analysée. Là encore, nous allons tracer le profil juridique de cette dernière. Dans notre troisième chapitre, nous étudions, dans le cadre de la loi incorporant la municipalité, le pouvoir municipal montréalais en regard de l'ensemble des infrastructures et services publics. Nous pourrons ainsi observer l'omniprésence de la Corporation municipale et, à la toute fin de notre recherche, comparer l'encadrement du service de transport en commun avec celui des autres entreprises. Enfin, dans notre dernier chapitre, nous analysons, à partir des différents documents légaux qui sanctionnent l'établissement du service de transport, le cadre normatif mis en place.

Notre recherche nous permet de conclure que l'encadrement municipal est une pratique qui n'est pas unique au service de transport en commun. Nous pouvons par ailleurs observer l'étendue de l'encadrement municipal à l'égard de ce service. La présence du pouvoir municipal tient tout d'abord au fait qu'il est responsable des multiples composantes qui forment le tissu urbain. Mais le cadre normatif est imposant parce que le service revêt un caractère public et collectif, parce qu'il occupe une part importante de l'espace public et parce qu'il a de fortes possibilités de porter atteinte à l'espace urbain et à l'activité qui s'y déroule et d'entrer en conflit avec les autres composantes urbaines.